

Pollution de l'air: Alertes à tous les niveaux

Par Nadia DREF | Edition N°:5138 Le 31/10/2017 | Les conclusions inquiétantes d'un rapport de la Banque mondiale

La dégradation coûte 9,7 milliards de DH par an!

Des pics qui vont crescendo depuis 2000

[pollution_de_lair_038.jpg](#)

Eau, air, sols, littoral, forêt, agriculture... Les sources d'émissions sont multiples. Cela passe par la poussière, la saleté, la fumée, les vapeurs, les gaz, les gouttelettes microscopiques, voire même les métaux lourds. L'un des polluants les plus nocifs est la particule fine PM 2.5. C'est la cause directe de nombreux décès prématurés

Poussière noire à Kénitra, fumées et rejets toxiques à Casablanca (Roches-Noires, Belvédère, Aïn Sebaâ, Sidi Bernoussi), à Mohammedia, à Jorf Lasfar, Safi... la situation est alarmante sur l'ensemble de l'axe Kénitra-Safi. La pollution atmosphérique a atteint des pics dans plusieurs villes du Maroc ces dernières années. A Kénitra, des manifestations ont eu lieu la semaine dernière.

A Mohammedia, les habitants organisent des sit-in régulièrement. Les Casablancais, quant à eux, prennent leur mal en patience et attendent un dénouement. Une partie de la population lésée a signé une pétition pour dénoncer les problèmes liés à la qualité de l'air.

Aujourd'hui encore, des unités industrielles ne se gênent pas à évacuer, en toute impunité, leurs rejets hautement toxiques dans l'air ou le littoral faisant fi des lois et de la santé des riverains! Mais curieusement, la législation est claire après l'adoption en 2003 de la loi n°13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air ainsi que ses textes d'application. Le décret n° 2-09-286 (adopté en 2009) fixe les normes de qualité et les modalités de surveillance de l'air. S'y ajoute le décret n°2-09-631 qui porte sur les valeurs limites de dégagement, d'émission ou de rejet de polluants dans l'air ainsi que les modalités de contrôle (2010). Aujourd'hui, les textes sont là, mais l'application stricto sensu est presque inopérante.

La Banque mondiale vient d'ailleurs de tirer la sonnette d'alarme en publiant une étude sur la dégradation de l'environnement au Maroc. L'étude a été publiée en janvier dernier. «Les données fournies sont inquiétantes surtout qu'il y a un manque flagrant en informations précises sur la pollution de l'air au Maroc», s'indigne Nezha El Ouafi, secrétaire d'Etat chargée du Développement durable.

Outre les effets néfastes sur la santé, la dégradation de la qualité de l'air coûte 9,7 milliards de DH par an, soit l'équivalent de 1,05% du PIB. Un chiffre qui n'a cessé d'augmenter entre 2000 et 2014, précise la Banque mondiale. La pollution atmosphérique touche surtout les grandes agglomérations qui regroupent à la fois des sources polluantes mobiles et fixes. Les émissions sont générées respectivement par le transport et les installations industrielles et énergétiques, précise-t-on auprès du Secrétariat d'Etat chargé du Développement durable.

Quant aux sources d'émissions, elles sont multiples. Cela passe par la poussière, la saleté, la fumée, les vapeurs, les gaz, les gouttelettes microscopiques, voire même les métaux lourds. L'un des polluants les plus nocifs est la particule fine PM 2.5. D'un diamètre d'environ 1/30e de la largeur d'un cheveu, qui peut pénétrer en profondeur dans les poumons, cette particule

est réputée provoquer des maladies mortelles telles que le cancer de poumons, les maladies respiratoires chroniques ou encore les cardiopathies.

Certes, le Maroc a procédé, depuis plusieurs années déjà, à caractériser cette pollution dans certaines villes. Il a pu mettre en exergue l'impact négatif qu'elle présente sur la santé publique et a renforcé le dispositif réglementaire ainsi que le contrôle en matière de qualité de l'air. Mais faute de mobilisation de tous les acteurs publics et privés, l'antidote reste insuffisante. C'est dire que l'amélioration de la qualité de l'air est le parent pauvre de la politique environnementale de l'Etat alors que des améliorations ont été enregistrées au niveau des coûts liés à la pollution de l'eau et des déchets municipaux.

Toutefois, il va sans dire que la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement mène un travail de fond depuis sa création. Elle a mené plusieurs actions efficaces, appuyées par des études scientifiques. Un bon modèle à suivre. Pour pallier ces dysfonctionnements, la nouvelle secrétaire d'Etat chargée du Développement durable a repris le dossier en main. Nezha El Ouafi a mené plusieurs actions en collaboration avec différentes institutions.

La nouvelle démarche privilégie la convergence entre les ministères de l'Industrie, de l'Equipeement et du Transport, de la Santé, de l'Intérieur, la Gendarmerie royale ainsi que la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement. Cette mobilisation a donné naissance à un Plan national d'amélioration de la qualité de l'air (Pnaqa) qui sera appliqué dès 2018 (voir page suivante).

Le Maroc bénéficie aussi de l'appui de la Banque mondiale qui collabore avec les pays en développement et des partenaires en vue de réduire la pollution atmosphérique. Cette institution apporte son soutien à travers des travaux d'analyses et de suivi, des réformes réglementaires et des interventions dans des secteurs comme le transport, l'énergie et l'urbanisme.

D'ailleurs, des efforts sont actuellement déployés par la Banque mondiale pour accompagner le gouvernement à préparer un Plan national pour la dépollution industrielle. «Avec des mesures de lutte contre la pollution urbaine et des investissements dans des sources plus propres d'énergie, nous pouvons parvenir à réduire les émissions de particules dangereuses, ralentir le changement climatique et, par-dessus tout, sauver des vies», indique Laura Tuck, vice-présidente de la Banque mondiale pour le développement durable.

Eau, air... dégradation tous azimuts

Le coût de la dégradation environnementale a été évalué, pour l'année 2014, à près de 32,5 milliards de DH, soit 3,52% du PIB du Maroc (960 DH/habitant/an). Par ailleurs, les dégâts causés par les émissions de gaz à effet de serre à l'environnement global sont estimés à 1,62% du PIB.

Les incidences de la dégradation environnementale au Maroc seraient 2 fois plus importantes que celles à l'échelle mondiale. La pollution de l'eau (1,26% du PIB) constitue le premier vecteur de détérioration, suivie par la pollution de l'air (1,05% du PIB). La dégradation des sols entraîne également des coûts considérables (0,54% du PIB), notamment en raison de l'érosion des terres cultivées, du défrichement et de la désertification des terres de parcours. Les déchets représentent un coût relativement important (0,4% du PIB). Cependant, il convient de signaler que la gestion des déchets municipaux s'est considérablement améliorée

au cours de la dernière décennie. Les dégâts induits par la dégradation des zones côtières (0,27% du PIB) sont largement sous-estimés, précise la Banque mondiale. Enfin, le faible coût de la déforestation et des incendies de forêts (0,004%) atteste des efforts déployés en vue de protéger les forêts.

7 millions de décès en 2014!

Selon l'OMS, en 2012, 3,7 millions de décès trouvent leur origine dans des événements liés à la pollution de l'air. En 2014, le chiffre est monté à 7 millions de décès. Selon la Banque mondiale, la pollution de l'air extérieur et intérieur provoque des décès prématurés et des cas de morbidité chez les adultes. Les enfants ne sont pas épargnés (infections respiratoires aiguës des voies inférieures).

La grande majorité des coûts est induite par la mortalité liée à la pollution de l'air extérieur (75%), notamment à Casablanca, Marrakech et Tanger. Et ce, en raison de cardiopathies ischémiques, accidents vasculaires cérébraux et cancers de poumons chez les adultes. La mortalité causée par la pollution de l'air intérieur est quant à elle particulièrement élevée chez les ménages ruraux qui utilisent les combustibles solides pour la cuisson (25% du coût global de la pollution de l'air), précise le rapport.

D'après l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), environ 90% de la population des pays à revenu faible ou intermédiaire est exposée à des niveaux dangereux de la pollution atmosphérique. D'ailleurs, la pollution atmosphérique s'est hissée au 4e rang des facteurs de risque de décès prématurés dans le monde, soit le type de pollution le plus meurtrier, précisent les experts de la Banque mondiale.